

**Au fait : SUD Éducation syndique les personnels de la maternelle à l'université**

# COLERE NOIRE GILETS JAUNES DRAPEAUX ROUGES

Nous nous réjouissons qu'un vent de révolte autonome et incontrôlable se lève enfin dans le pays, car il nous paraît pouvoir être enfin un souffle d'espoir à la hauteur du cataclysme social actuel, orchestré depuis longtemps par la classe dirigeante, loin des manifestations pantouflardes et inutiles pilotées par les syndicats majoritaires et dont chacun.e a désormais soupé. Pour nous, il n'est pas possible de décider qu'il est urgent de ne rien faire.

Pour autant, nous constatons que la colère noire qui semble émerger rassemble des manifestant.e.s dont les horizons politiques peuvent diverger du tout au tout. Nous ne cautionnons pas les dérapages racistes minoritaires dont se gargarisent gouvernement et médias. Il nous apparaît donc que cet affrontement nécessaire avec les pouvoirs en place doit également engendrer parmi les manifestant.e.s rencontres, discussions et confrontations des points de vues afin de dessiner ensemble ce vers quoi nous souhaitons aller, ce pour quoi nous sommes prêt.e.s à nous battre collectivement.

À un mouvement massif, déterminé et qui ne se satisfait pas de miettes, le gouvernement répond grand débat bidon et répression brutale. Depuis le début du mouvement, 5 339 personnes ont déjà été placées en garde à vue. On compte des centaines de manifestant.e.s blessé.e.s par les flics qui utilisent toutes les armes à leur disposition (grenades lacrymogènes, grenades de désencerclement, tirs de flash-ball à hauteur de visage...). Luc Ferry, ancien ministre de l'Éducation, appelle la police à tirer sur les manifestants.

Notre drapeau à nous est rouge et noir car nous sommes rassemblé.e.s autour d'un combat pour l'égalité de tou.te.s, pour le partage des richesses, contre tous les systèmes de domination des un.e.s sur les autres (et donc contre toute hiérarchie). L'autogestion est notre maître mot : nous ne souhaitons pas discuter ou négocier avec la classe dirigeante, nous ambitionnons sa disparition car nous faisons le pari que le peuple est capable de s'auto-organiser, pour peu qu'il s'en donne les moyens et qu'il porte un projet de progrès social ambitieux.

Nous portons et continuerons à porter la parole de celles et ceux qui considèrent que la construction de convergence de luttes est à mener, entre lycéen.ne.s, retraité.e.s, étudiant.e.s, salarié.e.s précaires, chômeur.euses, gilets jaunes, et toutes celles et ceux qui se battent pour la justice sociale, la justice environnementale. Nous appelons à amplifier les mobilisations dans les secteurs où elles sont en cours, nous sommes aux côtés de celles et ceux qui, partout, aujourd'hui, exigent la justice sociale. L'Union syndicale Solidaires appelle à manifester sur l'ensemble du territoire avec ou sans gilet, ce samedi et les samedis qui suivront.



éducation  
**SUD**  
Lorraine  
Union syndicale  
**Solidaires**

# Info

## BULLETIN LOCAL D'INFORMATION SYNDICALE

Numéro 34 – Janvier 2019

ISSN : 2104-1547 – CPPAP : 1016 S 08325

Dir. de la publ. : Roberto Toscano

Editeur : SUD Éducation Lorraine 4 rue de Phalsbourg 54000 Nancy

Imprimé par SUD Éducation Lorraine

Périodicité trimestrielle

## SOMMAIRE

- p.1 : Édito
- p.2 : Mobilisations contre la réforme du lycée et des LP
- p.3 : Pas de chef.fe.s ! Tou.te.s collègues ! + Gaard'à vous !
- p.4 : Une histoire banale + Parcoursup, sélection de classe

## PERMANENCES SYNDICALES

Lundi et Vendredi de 14h à 17h  
4 rue de Phalsbourg - Nancy  
Téléphone : 03 83 35 01 48

SUD Éducation Lorraine :  
[sudeduclor@gmail.com](mailto:sudeduclor@gmail.com)

SUD Éducation 57 :  
[sudeduc57@gmail.com](mailto:sudeduc57@gmail.com)

SUD Éducation 88 :  
[sudeduc88@gmail.com](mailto:sudeduc88@gmail.com)

SUD Éducation 55 :  
[sudeduc55@gmail.com](mailto:sudeduc55@gmail.com)

SUD Éducation 54 :  
[sudeduc54@gmail.com](mailto:sudeduc54@gmail.com)

SUD Éducation section Pays Haut :  
[sudeducclor.payshaut@gmail.com](mailto:sudeducclor.payshaut@gmail.com)

Site académique : <http://sudedulor.lautre.net/>

Site fédéral : [www.sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)

## MOBILISATIONS CONTRE LA REFORME DU LYCEE ET DES LP

**Derrière la promotion du choix des élèves (apparemment « libres » de choisir leurs spécialités), la réforme du lycée et de l'orientation organise concrètement la mise en concurrence des établissements, des territoires et des individus. Elle vise également à réduire drastiquement les postes et les dépenses, en permettant de maximiser le nombre d'élèves par classe. Elle favorise enfin les milieux sociaux les plus aisés en complexifiant l'orientation et en faisant dépendre la poursuite des études dans le supérieur du choix des spécialités et donc de l'accès à certains lycées. À l'heure où la réforme se met concrètement en place, il est temps de se mobiliser !**

**La réforme du lycée va renforcer la ségrégation sociale et scolaire en éclatant l'offre de formation :**

Sur les 12 spécialités prévues, 5 ne font l'objet que d'une carte académique ou nationale qui inclut les lycées privés : arts ; littérature ; langues et cultures de l'Antiquité ; numérique et sciences informatiques ; sciences de l'ingénieur ; biologie-écologie. Les 7 autres, au départ annoncées comme devant être présentes dans chaque lycée, devront en réalité être disponibles au sein d'un même bassin : histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ; humanités, littérature et philosophie ; langues, littératures et cultures étrangères ; mathématiques ; physique-chimie ; SVT ; SES. **Il n'y a donc pas d'offre minimale de formation commune à chaque lycée !**

Dans le contexte de la mise en œuvre de Parcoursup, le choix des spécialités deviendra déterminant dans l'orientation post-bac. Le choix entre tel et tel lycée en fonction des spécialités disponibles n'en sera que plus crucial. Cet effet concurrentiel va se combiner avec la mise en œuvre d'une évaluation des établissements annoncée au premier trimestre 2019, pour aboutir à l'émergence d'un véritable marché des lycées, renforçant les inégalités entre ceux-ci. **Dans ce système, les élèves, promu.e.s "auto-entrepreneurs.euses de leur scolarité", devront jouer des coudes pour bénéficier des meilleures opportunités. C'est à l'opposé de l'école de l'égalité que défend SUD Éducation.**

**L'un des objectifs principaux de la suppression des filières est clair : pouvoir remplir les classes.** Finies les classes de première L à 15 et les classes de terminale S à 35. Dorénavant, avec le jeu des spécialités, les classes seront toujours remplies, parce que l'on pourra prendre des élèves des différents groupes-classes pour les alimenter. C'est à mettre en lien, bien évidemment, avec l'annonce de 2650 suppressions de postes prévues pour le second degré.

**La réforme du lycée général et technologique va aboutir à une mise en concurrence généralisée :**

**Entre les lycées** pour l'obtention de tel ou tel enseignement de spécialité / **Entre les disciplines** pour savoir quel volume horaire sera dévolu à telle discipline dans le cadre de certains enseignements de spécialité ou enseignements de tronc commun / **Entre les enseignant.e.s** : un volume horaire élevé réduit le nombre de classes et peut permettre de rester sur un établissement souhaité, et l'enseignement dans le cadre d'une spécialité pourrait apparaître comme plus stimulant pour certain.e.s enseignant.e.s. Un jeu malsain de concurrence va s'installer pour en bénéficier.

**Cela va renforcer le règne des petit.e.s chef.fe.s, des hiérarchies intermédiaires et des clientélismes locaux, et entretenir un climat invivable.**

**À l'heure où l'on écrit ces lignes, les programmes ne sont pas finalisés, mais on en voit déjà les contours libéraux et réactionnaires (flagrants dans les programmes de SES) et les restrictions à la liberté pédagogique (comme en Français dans le programme de première).**

**Les Baccalauréats seront considérés comme "maison", et n'auront pour les filières comme pour les employeurs.euses pas la même valeur pour l'accès aux études supérieures en fonction du lycée dans lequel il aura été obtenu.**

La réforme du baccalauréat et du lycée va dans le sens de l'ensemble des réformes Blanquer de mise en œuvre du tri social. La vision utilitariste du lycée, qui vise à sélectionner de plus en plus tôt, est en opposition avec nos principes d'émancipation. Avec le démantèlement des services d'orientation, tout laisse présager que le poids de l'orientation reposera uniquement sur les élèves et leurs

familles, ce qui va encore renforcer le juteux marché des officines privées d'aide à l'orientation.

**Dans les LP**, la réforme de la voie professionnelle va entraîner la destruction de certaines filières, des suppressions de postes dans toutes les disciplines dès l'an prochain (comme annoncé par le ministre), et des classes surchargées. Elle menace à terme les conditions de travail et de rémunération, l'existence de certains établissements, ainsi que le statut de professeur.es de lycée professionnel. Elle nuit aussi gravement aux conditions d'études des élèves.

Pour l'abrogation de la réforme du lycée, du bac et de la voie professionnelle, le maintien du cadre national du baccalauréat, une réduction des effectifs par classe (maximum 25 élèves), le changement des EPLE<sup>1</sup> en établissements polytechniques avec un enseignement qui garantisse à tou.te.s les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs (manuels, techniques, artistiques ou théoriques) reposant sur des pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices, **il est urgent de se mobiliser !**

**Comme dans de nombreux départements, organisons des assemblées et des heures syndicales pour mettre en place des mobilisations locales reposant sur des motions d'AG ou de lycées, des tracts à destination des parents, des pétitions unitaires... et rejoignons les lycéen.ne.s déjà mobilisé.e.s comme au lycée de Lortz, Varoquaux, Marie Marvingt, à Nancy et d'autres lycées de l'académie !**

## ELECTIONS PRO : L'HEURE DU BILAN

Lors des élections professionnelles de décembre, localement, SUD Éducation Lorraine progresse et récolte 509 voix (439 en 2014), avec de nouvelles listes présentées, chez les administratifs et en CAPD 57 par exemple. Nous conservons notre siège en CCP des non-titulaires surveillants.

Cependant, la fédération SUD Éducation n'a pas retrouvé son siège au CTMEN. Nous remercions les 19 601 électeurs.trices qui ont porté, dans les urnes, leur confiance dans le syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Notre projet d'école, nos stratégies de mobilisation ont toujours une audience dans une période défavorable. Dans le même temps, le gouvernement attaque toujours plus les statuts et les conditions de travail des personnels, détruit toujours plus l'école publique.

**Ces résultats électoraux ne nous feront pas taire : SUD Éducation a acquis une place dans les mobilisations, auprès des personnels. La fédération SUD Éducation gagne des adhérent.e.s et continue à se construire. Dans la période actuelle de climat social explosif, nous continuerons à prendre toutes nos responsabilités dans la construction du rapport de force face au gouvernement.**

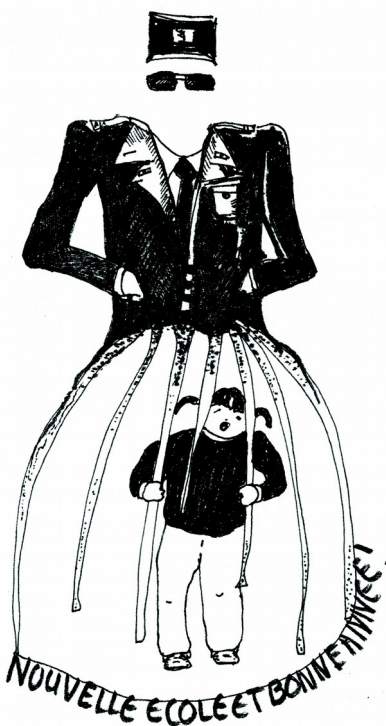


Image : Lucile Nabonnand

1 Un établissement public local d'enseignement (EPL) est un établissement scolaire d'enseignement secondaire.

## PAS DE CHEF.FE.S ! TOU.TE.S COLLEGUES !

### Statut des directeur.rices d'école : Non aux projets du ministère !

Plusieurs rapports publiés cette année, dont le rapport Bazin-Rilhac du 1er août, viennent renforcer les dernières annonces ministérielles de changer le statut des directeur.rice.s d'école. Sous couvert de lutte contre les inégalités, il s'agirait de placer les directeur.rice.s d'école à un niveau comparable aux chef.fe.s d'établissement du second degré et de leur donner ainsi un statut hiérarchique. SUD éducation refuse catégoriquement ce projet.

**Création d'un statut de directeur.rice :** en créant un corps nouveau recruté par concours, les directeur.rices deviendraient responsables du pilotage pédagogique de l'école (c'est déjà le cas dans les textes) et seraient associé.e.s aux objectifs définis par la circonscription, avec un pouvoir accru dans les différents conseils qu'elles président (conseil des maître.sse.s, conseil d'école).

On passerait d'un.e directeur.rice, professionnel.le enseignant.e chargé.e de l'organisation pédagogique et du fonctionnement de l'école avec ou sans charge de classe, à un.e directeur.rice entièrement déchargé.e de classe se consacrant à des fonctions de management et déléguant les tâches de secrétariat à des aides administratives, certainement des personnels en contrats précaires à temps partiel.

**Vers le retour des EPEP et de la territorialisation,** ce projet n'est pas nouveau et pourrait prendre deux formes :

- Des regroupements d'école, les EPEP (Etablissement Public du Premier Degré) où il n'y aurait plus que des écoles primaires (maternelle et élémentaire réunies). Dans les zones rurales, cela se traduirait par la mise en réseau de petites écoles au sein de RPI (Regroupements pédagogiques intercommunaux) déconcentrés pour ensuite arriver à une fusion vers un même site.

- L'intégration des petites écoles dans un réseau piloté par le collège de leur secteur, les EPSC (Établissement Public du Socle Commun), avec une organisation calquée sur celle des Réseaux d'éducation prioritaire. Présentée comme la volonté de donner davantage de continuité entre école et collège, elle permettrait surtout de mutualiser le personnel administratif, les enseignant.e.s et les locaux. Les directeur.rices deviendraient alors les adjoint.e.s du/de la principal.e.

**Notre analyse :** on assiste aujourd'hui à une multiplication des tâches et à un alourdissement de la charge de travail des directeur.rices d'école qui les cantonne à un rôle d'administrateur.rice et d'intermédiaire entre les inspections et les équipes. Résoudre cette problématique par davantage de responsabilités ne va pas dans le sens d'un allègement de la charge de travail.

SUD éducation dénonce ce projet qui participe à la casse des statuts, renforce et multiplie les hiérarchies, met en concurrence les établissements et les personnels, participe à la liquidation des petites écoles en zone rurale, uniformise et formate les pratiques pédagogiques.

L'autorité hiérarchique et pédagogique du/de la directeur.rice d'école mettrait à mal la cohérence d'équipe et déposséderait les collègues de leurs pratiques pédagogiques. La mutualisation des postes et des moyens aurait pour conséquence des suppressions de postes.

**SUD Éducation revendique des directions collégiales d'école avec une répartition des tâches et une relation de travail horizontale, du temps de concertation pour les équipes, des moyens pour une école publique égalitaire et émancipatrice qui s'inscrit dans un projet de société, solidaire, démocratique, débarrassée des inégalités.**



## GAAAAARD'À VOUS !

Par un arrêté du 21/11/2018, Blanquer nomme une colonnelle cheffe de service de l'instruction publique et de l'action pédagogique à la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO). Après la nomination d'un gendarme comme proviseur adjoint d'un lycée, après des stages à l'armée pour les chef.fe.s d'établissement et pour les élèves, c'est donc une militaire qui sera chargée de définir et mettre en œuvre la politique pédagogique du ministère. À Calais, en novembre, des enfants ont dû apprendre à marcher au pas et faire le garde-à-vous, sur le temps scolaire, le tout en uniforme et sous les ordres d'un militaire, au prétexte de commémorer la fin de la 1ère guerre mondiale. En janvier, la reconnaissance faciale par portiques visuels de

contrôle est testée à l'entrée d'un lycée de Nice. En novembre encore, Macron a déclaré que « Pétain a été un grand soldat », prétendant rendre hommage au « soldat » plutôt qu'au chef d'État. Comme si on pouvait rendre hommage au peintre qu'était Hitler plutôt qu'au dictateur nazi.

Les options sont pourtant simples : soit ce gouvernement, comme les précédents, prétend combattre l'extrême droite en reprenant ses idées – *et en les appliquant par le biais de l'Éducation nationale*, soit l'idéologie de ce gouvernement tend à l'extrême droite. Dans les deux cas, on y va tout droit. Et croire à la maladresse, ce serait oublier beaucoup d'éléments<sup>2</sup>, dont le fait que Macron s'est initié à la philosophie au côté de Ricœur, ce penseur collabo pendant la guerre 39/45. Pour la petite histoire, en 1995, en plein mouvement social contre le Plan Juppé de destruction de la Sécurité Sociale, Ricœur prendra parti pour le gouvernement de droite contre les syndicats. Macron déclare en 2015 : « Paul Ricœur m'a rééduqué sur le plan philosophique ».

Il n'est donc pas anodin que ce gouvernement, comme les précédents, détruise énergiquement ce qui reste des acquis collectifs du Conseil National de la Résistance antifasciste. C'est pourtant la répartition égalitaire des richesses qui nous protégerait d'un retour du totalitarisme.

Mais revenons-en à Blanquer, lui qui en 2017 déclarait « C'est facile d'aller sur une estrade et de parler d'égalité. C'est plus difficile de dire comment on y arrive, de prendre des décisions qui demandent du courage pour arriver à la véritable égalité, pour que les enfants des milieux défavorisés aient une destinée qui aille dans le meilleur sens.<sup>3</sup> » C'est à dire ? Dans le sens de l'obéissance, celle qui se meut la fleur au fusil pour servir de chair à canon ? On s'étonne moins, dorénavant, que Blanquer déclare : « Au-delà du génie pédagogique qu'était Montessori, c'est sa démarche qui est importante.<sup>4</sup> » SUD Éducation est attaché de longue date aux pédagogies alternatives et émancipatrices, mais Maria Montessori, la fasciste pro-Mussolini pour qui l'obéissance au chef et le silence constituent des vertus pédagogiques, non merci. Par contre, le ministre ne dresse jamais l'éloge de la pédagogie de Freinet, pourtant bien émancipatrice, celle-là.

Mais la volonté de Blanquer, et de Macron, n'est pas de favoriser l'émancipation. L'enjeu est de rejeter l'idée d'école égalitaire et émancipatrice, commune à tou.te.s les élèves, au profit d'une école individualiste préparant d'un côté l'excellence des couches dirigeantes et de l'autre le socle commun propre aux classes dominées : l'obéissance.

Macron et Blanquer sont donc l'incarnation de l'anti-résistance. Sur le plan symbolique et économique, ils sont même en partie héritiers du pétainisme.

**SUD Éducation Lorraine dénonce cette logique pédagogique réactionnaire et appelle à la résistance.**

<sup>2</sup> <http://lahorde.samizdat.net/2018/11/08/hommage-a-petain-heritage-collaborationniste-de-macron/>

<sup>3</sup> <https://www.franceculture.fr/societe/jean-michel-blanquer-dans-leducation-cest-par-plus-de-liberte-quot-peut-aller-vers-plus>

<sup>4</sup> <https://www.franceculture.fr/societe/jean-michel-blanquer-dans-leducation-cest-par-plus-de-liberte-quot-peut-aller-vers-plus>

## UNE HISTOIRE BANALE (TEMOIGNAGE D'UNE AESH)

Mesdames, Messieurs les haut.e.s placé.e.s, je voudrais vous raconter une histoire banale. Imaginez-vous parent.e.s du petit Nicolas. Nicolas est beau, intelligent, forcément c'est votre petit Nicolas à vous, mais, grain de sable dans les rouages, il est dyspraxique. (Pourquoi dyspraxique ? parce que je peux en parler).

Comme toutes les familles qui entament une reconnaissance de Handicap pour son enfant, des tests, des visites médicales, et tout et tout, vous êtes soulagé.e quand une notification MDPH arrive en vous annonçant l'évènement : Nicolas aura une aide humaine. Vous vous dites que tous les efforts ne sont pas vains, que tout arrive à qui sait attendre. Vous avez raison de vous dire ça.

En septembre, Nicolas est en 6ème, il est en classe comme tou.te.s ses petit.e.s camarades : seul. L'Auxiliaire de Vie Scolaire – Accompagnant.e des Elèves en Situation de Handicap (AVS-AESH) s'est peut-être perdue dans les couloirs du collège, ou elle sera là demain. Je passe les détails sur les jours qui se suivent et se ressemblent. Mais je vous demande de faire un arrêt sur Nicolas, que vous aimez beaucoup, celui-là, puisqu'il fait partie de votre famille. Nicolas barbote, vous savez comme quand on ne sait pas nager. De temps en temps il coule, tout seul dans son coin, d'autres fois il répond de façon pertinente. Une chose est sûre, à l'écrit et à la lecture, il est nul ; et puis comme les professeurs ne sont pas au courant que Nicolas barbote, forcément, ça ne va toujours pas très bien. Vous, comme vous aimez ce petit, vous téléphonez au collège pour demander si l'AVS-AESH a trouvé la bonne classe. Le temps d'avoir une réponse, les vacances de novembre sont passées.

Bon. Nicolas barbote de moins en moins, il coule. Il fait tout pour ne plus venir au collège, il devient malade chronique. Une pathologie supplémentaire. Vous vous sentez un peu démuni.e. Les vacances de Noël arrivent, vous rappelez le collège qui vous assure que l'AVS-AESH n'est pas planquée dans un placard, et que tout est mis en place pour que Nicolas ait un suivi. Pauvre petit Nicolas qui se noie.

En janvier, Nicolas, en scaphandre plombé, retourne en classe, seul, comme les autres. Mais où est-elle cette AVS-AESH ? Figurez-vous qu'elle arrive ! Et oui, c'est votre Zorro à vous. Deux semaines avant les vacances de février, l'AVS-AESH est là. Elle, envoyée par l'enseignant référent, est une AVS-AESH mutualisée, c'est-à-dire qu'elle se partage. C'est une pieuvre, ça fait jolie avec le scaphandre. Tout va bien, criez-vous, plein.e de joie. Mais voyons, vous allez trop vite. L'AVS-AESH mutualisée prend aussi en charge un enfant en primaire à 18 km de là, donc elle ne viendra que sur des demi-journées pour 10h de cours, et s'adaptera à...pas grand-chose. Une heure de français par ci, deux heures de math par là... Au lieu de s'adapter à l'emploi du temps de Nicolas, on adapte les finances. Et « adaptation » n'est pas un vain mot. Nicolas ne connaît pas cette dame, arrivée bien après la rentrée, les autres élèves n'ont plus ne la connaissent pas. Elle n'assiste pas à tous les cours d'une même matière, et pourtant je vous assure que ce serait utile pour l'élève et pour elle. Alors avant que votre Nicolas se sente en confiance, que la dame comprenne son fonctionnement, je crois que le mois juin sera arrivé.

L'enseignante référente programme une Équipe Suivi Scolaire (ESS) pour Nicolas. Chouette ! Vous vous dites. Pendant l'ESS, il y a : l'enseignant.e référent.e (en gros le/la ministre des finances, j'exagère un peu, ielle a des directives), parfois la direction, les parents (c'est mieux), l'AVS-AESH (c'est indispensable). On vous explique que vous avez de la chance parce que Nicolas, lui, a une AVS-AESH, mais qu'il se peut que l'aide soit encore plus mutualisée l'année prochaine. La mutualisation c'est comme la persillade, on la parsème. Mais la super nouvelle c'est qu'on va faire une demande pour un ordinateur. L'ordinateur, LE sauveur de tous les handicaps selon les enseignant.e.s référent.e.s, va faire de Nicolas un élève normalisé, comme si, dans une classe, tou.te.s les élèves étaient dans la norme. C'est magique, l'ordinateur gomme le handicap. Petit message subliminal : pas de fiche de paye à fournir à l'ordinateur. L'ordinateur aide réellement certain.e.s élèves qui relèvent de Handicaps spécifiques, et bien utilisé avec l'aide de l'AVS-AESH, il peut être utile. Mais il ne réexplique pas, il ne reformule pas, il n'encourage pas, il ne stimule pas. Il peut même faire l'inverse.

Le meilleur est pour la fin. Toute fière, l'enseignante référente vous glisse doucement : « Vous savez, l'informatique c'est magique, surtout que, pour le lycée, Nicolas ne voudra plus d'AESH. Les adolescents ne veulent pas d'adulte avec eux au lycée. »

Paroles d'AVS-AESH, tout est vrai. Vous, soit vous ne dites rien, soit vous criez mais ce n'est pas toujours bien, soit vous pleurez. L'AVS-AESH, qui s'est démenée pour s'adapter à Nicolas, essaie de prouver que Nicolas a besoin d'AIDE.

Mesdames, Messieurs j'espère que vous avez bien lu mon histoire, parce qu'elle est vraie, sauf le scaphandre et la pieuvre. Vous vous dites, pauvre petit Nicolas, heureusement, ce n'est pas chez moi que ça arrive une histoire comme celle-là. Mesdames, Messieurs, pensez à Nicolas, pensez aux AVS-AESH qui sont des « MP » (Mal Payé.e.s) mais aussi des « MC » (Mal Considéré.e.s), qui demandent de vraies formations aux métiers du handicap et une vraie reconnaissance du métier. Le but n'est pas de mater un.e élève, le but est de donner des motivations, des astuces, des coups de pouce, de l'AUTONOMIE, pour que l'élève, un jour, se passe d'AVS-AESH.

## AGENDA

### Assemblée Générale SUD Éducation Lorraine :

Lundi 28/01 – Vendredi 1/03 – Mardi 19/03 : de 9h à 17h, sur temps de travail avec ASA et convocation.

### Formations syndicales :

✓ Des formations sont proposées régulièrement par SUD Éducation Lorraine (droits des personnels, santé et conditions de travail, classe coopérative et pédagogies alternatives, antihiérarchie...). N'hésitez pas à consulter régulièrement le site de SUD Education Lorraine ici :

<http://sudedulor.lautre.net/>

Modalités pratiques sur notre site :  
<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?rubrique77>

## EN TRES TRES BREF

Les zeps qui disparaissent, les tutrices et tuteurs, les formatrices et formateurs, les chef.fe.s, magistère, les réformes destructrices, les papiers par-ci, les paperasses par-là, les inspections qu'on pourrait/devrait refuser...

TOUT t'exaspère ? Ça tombe bien, nous aussi : on n'en peut plus !

On n'est jamais de trop pour lutter... Contactez-nous, rejoins-nous !

*La liberté syndicale est un droit fondamental.*

## PARCOURSUP, LA SELECTION DE CLASSE

Le concours pour l'école d'infirmier.e.s a été supprimé cet été. Ce sera désormais une sélection par dossier via parcoursup. Pour faciliter cette sélection, l'Institut de Formation en Soins Infirmiers propose une formation payante (350€) de 67h (8 samedis matins et une semaine pendant les vacances de février).

En gros, on comprend bien que celles et ceux qui auront suivi la formation seront "privilegié.e.s" pour être pris.es. Bref, tu paies, t'es dispo, t'es sur place... t'es pris, sinon tant pis ! Pour celles et ceux qui ont cours les samedis matins dans leur lycée, ielles repasseront, ielles n'ont qu'à être un peu plus flexibles. Pour celles et ceux qui ne peuvent pas aligner la somme ? Crevez les pauvres.

Bravo parcoursup. Bravo la sélection de lutte de classe. Ça provoque de belles idées de blocage et de sabotage.

Pendant que les enseignant.e.s votaient (ou pas), la police a fait classe :

[https://www.lemonde.fr/police-justice/video/2018/12/06/images-choquantes-de-lyceens-interpelles-par-la-police-a-mantes-la-jolie\\_5393761\\_1653578.html](https://www.lemonde.fr/police-justice/video/2018/12/06/images-choquantes-de-lyceens-interpelles-par-la-police-a-mantes-la-jolie_5393761_1653578.html)